

SOMMAIRE

 [Télécharger la revue](#)

 [Podcasts](#)

 [Vidéos](#)



CRITIQUES

- 1** | CAS DE CONSCIENCE - Pierre Joxe (Editions Labor et Fides)
par Denis Quinqueton
- 2** | BILL CLINTON : LES ENREGISTREMENTS SECRETS - Taylor Branch (Editions Flammarion)
par Thierry Germain
- 3** | THE NEXT 100 YEARS: A FORECAST FOR THE 21ST CENTURY - George Friedman (Editions Doubleday)
par Jean-Loup Samaan
- 4** | THE POWER OF YES. A DRAMATIST SEEKS TO UNDERSTAND THE FINANCIAL CRISIS - David Hare (Editions Faber & Faber)
par David Chekroun
- 5** | MARIAGES ET HOMOSEXUALITES DANS LE MONDE. L'ARRANGEMENT DES NORMES FAMILIALES - Virginie Descoutures, Marie Digoix, Eric Fassin et Wilfried Rault (Editions Autrement)
par Joël Le Déroff
- 6** | UN HOMO DANS LA CITE - Brahim Naït-Balk (Editions Calmann-Lévy)
par Joël Le Déroff
- 7** | PHILOSOPHIE MAGAZINE - Numéro 36, dossier : « Le socialisme peut-il renaître ? »
par Thierry Roure

CHRONIQUES

- 8** | QUE RESTE-T-IL DE NOTRE VICTOIRE ? RUSSIE-OCCIDENT : LE MALENTENDU - Natalia Narotchnitskaia (Edition des Syrtes)
par Benjamin Foissey
- 9** | POST CAPITALISME. IMAGINER L'APRES - Coordonné par Clémentine Autain (Editions Au diable vauvert)
par Nicolas Bouillant
- 10** | L'ESPRIT DE PHILADELPHIE - LA JUSTICE SOCIALE FACE AU MARCHÉ TOTAL - Alain Supiot (Editions Seuil)
par Etienne Pataut
- 11** | BONHEUR FANTOME - Anne Percin (Editions Rouergue)
par Clara Bamberger

ECHAPPEES

- 12** | CRIME ET CHATIMENT - Exposition au Musée d'Orsay
par Virginie His

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

A L'ESSAI

1. CAS DE CONSCIENCE

Pierre Joxe

Editions Labor et Fides,
février 2010, 248 pages, 19,50 €

PAR DENIS QUINQUETON



Cas de conscience. Y a-t-il notion plus subversive dans une société revenue de tout et n'allant nulle part, qui a choisi, un peu par inadvertance, de livrer son destin à une clique cultivant le cynisme comme un jardin à la française, en le peaufinant sans cesse ?

La subversion vient de Pierre Joxe. Il a choisi de la publier chez Labor et Fides, « une maison d'édition protestante suisse, par souvenir des temps historiques où la liberté de la pensée et de la presse en France était menacée », explique-t-il sur France Info. « La phrase est à l'imparfait, pourrait-on la mettre au présent ? », reprend le journaliste. « On pourrait la mettre au présent », confirme l'ancien ministre.

Avec son style inimitable, une expression à la fois retenue et acérée, déférente mais pas dupe, cocasse et profonde, il nous mène à travers sa vie revisiter quelques-uns des cas de conscience qui l'ont émaillée. Emaillée, c'est le mot. La vie d'un homme, d'un homme d'action, est émaillée de cas de conscience comme une faïence : ça la rend élégante et utile. Emaillée, comme une porcelaine : c'est une parure intrinsèque. La parure procède aussi de la matière, de l'essence. Cette parure essentielle se constitue, et s'utilise la vie durant. Pour Pierre Joxe, ce fut au long de l'exercice de fonctions publiques – militaire en Algérie, magis-

trat à la Cour des comptes – puis politiques – parlementaire et ministre. Fallait-il censurer *L'Echo d'Alger*, laisser courir de fripons truqueurs de marchés publics, réhabiliter les généraux factieux de l'OAS, mentir à Mitterrand ou participer au crime humanitaire en Somalie ? Dans ce dernier cas, on pourra moquer sa pâle ambition de limiter les dégâts. Il dit lui-même que « limiter les dégâts, c'est quand même accepter les dégâts ». On pourra la moquer ou la saluer. Car, pour être franc, est-on d'ordinaire si souvent en mesure de faire autre chose ? Limiter les dégâts, c'est déjà les mesurer, prendre ses responsabilités et mêler judicieusement la morale et l'action. Pierre Joxe nous livre ici une réflexion majeure sur l'action publique, son art et sa manière.

Après avoir assumé ces fonctions, qu'on hésite à qualifier d'ordinaires, Pierre Joxe se retrouve à une place particulière. « Selon les époques et les lieux, le droit progresse, ou régresse. J'ai appris cela comme étudiant. J'ai participé à cette évolution comme député. Je viens de la vivre au Conseil constitutionnel qui est chargé de contrôler si les lois votées par le Parlement sont "conformes à la constitution"... » Il dit s'être retrouvé, à l'issue de votes, « souvent tristement solitaire ». Et il poursuit : « dans une vingtaine de circonstances, c'est une question politique majeure, posant des problèmes constitutionnels évidents, qui a reçu contre mon gré sa réponse politique revêtue d'un costume juridique plus ou moins élégant, mais taillé sur mesure ». C'est là qu'intervient, en quelque sorte, le livre dans le livre. Là où la résolution du cas de conscience débouche sur un projet : la publication des « opinions différentes » des membres du Conseil constitutionnel qui permettra « à l'opinion publique, aux magistrats, aux professeurs de droit et à la presse de mieux comprendre la portée des lois nouvelles et l'évolution du droit, soit qu'il progresse, soit qu'il régresse ».

Et il passe de la parole à l'acte en consacrant trois chapitres à trois lois validées par le Conseil constitutionnel. Celle de 2004, qui marqua un pas significatif vers l'abrogation de fait, dans la lettre et surtout dans l'esprit, de l'ordonnance du 2 février 1945 « relative à l'enfance délinquante ». Celle de 2006, créant le CPE, dont on annonça l'abrogation au moment même où le Conseil constitutionnel annonçait sa conformité à la constitution. Celle de 2009, enfin, qui donne au

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

chef de l'Etat le pouvoir de nommer les présidents des sociétés publiques d'audiovisuel, comme ce fut le cas jusqu'en 1981. Autant de questions politiques qui ont reçu leur « *réponse politique revêtue d'un costume juridique* ».

A la lecture de ses trois « opinions différentes », on est prêt à le suivre dans son assurance : « *La publication des opinions différentes en France – où elle n'est pas encore pratiquée, aura pourtant bientôt l'avantage de mettre en perspective l'évolution du droit et d'en éclairer les différents facteurs* ». On le suit parce que les « opinions différentes » porteront en elle l'avenir du droit dans une société complexe, le « *considérant* » ressorti par un juge ou par des militants dans une, deux trois ou quatre décennies et qui servira de base à une législation nouvelle...

On le suit d'autant plus, enfin, parce que cette pratique à venir interrogera la nature du débat politique comme n'est pas parvenu à le faire le 21 avril 2002 ou l'envahissante l'abstention, glissant sur nos habitudes politiques comme la pluie sur les plumes d'un canard. Elle interrogera le débat politique en prenant en charge une de ses missions : rendre intelligibles les évolutions du droit, les mettre en perspective, s'assurer, en les éclairant, de la justesse des tenants et des aboutissants. Mission il est vrai singulièrement contrariée depuis que la vie parlementaire est évaluée au kilo – d'amendements pointillistes déposés – par quelques maquignons médiatiques patentés, et depuis que le débat politique s'organise autour de conflits pichrocholins de personnes qui n'incarnent rien, sinon eux-mêmes. Cette mission ne relève pas d'un enjeu seulement pédagogique. Il est éminemment citoyen. C'est la place symbolique, dans l'esprit de chacun, de la loi – contournable ou pas – qui se joue dans la compréhension – ou pas – de ses grandes lignes par le plus grand nombre.

C'est donc notre manière de vivre ensemble qui est en jeu. Rien de moins. Et la question portée dans Cas de conscience par Pierre Joxe, qui attire déjà des réponses juridiques, est d'abord et avant tout politique.

CRITIQUES

A L'ESSAI

2. *BILL CLINTON :
LES ENREGISTREMENTS
SECRETS***Taylor Branch**Editions Flammarion,
mars 2010, 387 pages, 21 €

PAR THIERRY GERMAIN

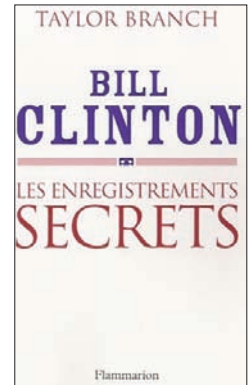
Petites alcôves et grande Histoire font parfois de drôles de rencontres.

Ainsi, sans le bras de fer engagé entre Bill Clinton et le Congrès sur la question cruciale de la dette, il n'y aurait pas eu suspension du gouvernement. Sans cette suspension, la Maison blanche n'aurait pas été vidée de la presque totalité de son personnel, ne laissant en présence que le Président et quelques stagiaires. Et jamais Monica Lewinsky et Bill Clinton n'auraient alors eu la tentation de s'isoler pour de lestes conciliabules lesquels, aussi discrets fussent-ils, devaient pourtant être entendus de la planète toute entière.

Présentée ainsi, l'histoire est finalement moins sévère pour le Président des Etats-Unis d'Amérique, victime une fois de plus des manœuvres d'un Congrès hostile. Saisie au fil du récit que nous livre Taylor Branch, cette relecture assez enlevée en dit long sur le niveau critique de son livre. Joinville de Bill Clinton, l'auteur de *America in the Kings years* a inventé l'embaument sans douleur.

C'est que s'étant perdus de vue depuis la fameuse campagne McGovern de 1972, Taylor Branch et Bill Clinton vont renouer des liens d'étroite amitié à l'occasion de l'élection du second, Taylor Branch devenant même le Schlesinger¹ de la présidence qui s'ouvre. Dès

lors, chaque mois, lorsque la nuit s'étend sur Washington, les deux hommes se retrouvent pour des entretiens d'une à deux heures. Ces 79 échanges nourriront la future chronique du règne, et notamment les impressionnants mémoires publiés par Bill Clinton en 2004².



Sur le chemin du retour, Taylor Branch s'enregistre tout en conduisant et, en plein accord avec le Président, constitue ainsi sa propre version de leurs échanges. A charge pour lui d'en faire un livre, une fois un certain laps de temps écoulé. Voilà qui est fait.

Que retenir d'un ouvrage si inhabituel, sorte de mémoires du mémorialiste ?

Par définition, c'est le feuilleton et non le film de la présidence Clinton. Il nous fait donc vivre par épisodes successifs et de façon nécessairement lapidaire les principaux événements d'un règne de huit années à la tête des Etats-Unis. Résumer en deux heures l'activité mensuelle du principal dirigeant de la première puissance mondiale n'incite ni à abuser des détails, ni à privilégier l'analyse. C'est donc de façon très factuelle que les éléments s'enchaînent, ce qui provoque pas mal de frustrations.

Sont cependant récurrents les dossiers clés de l'action de Bill Clinton, commentés par celui qui les inspire, et en tout cas les affronte. Bosnie, Moyen-Orient, Irak, Haïti, Al-Qaïda, ALENA, crises russes et mexicaines, création de dix millions d'emplois, réforme du système de santé, législation sur les armes et le tabac, bras de fer budgétaires et fiscaux avec le Congrès, échéances électorales..., les grandes séquences qui rythmèrent les deux mandats de Bill Clinton nourrissent un feuilleton riche en épisodes forts.

S'il ne fourmille pas de révélations, le récit de Taylor Branch a évidemment le mérite d'être nourri du commentaire à chaud de Bill Clinton, ce qui peut être passionnant lorsqu'il s'agit de dossiers aussi complexes que le Moyen-Orient, la Bosnie ou la réforme du système de santé. Jeu

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

des acteurs, anecdotes significatives, interprétation des événements, analyses, mises en perspectives, état d'esprit, le propos présidentiel apporte parfois un éclairage neuf sur des sujets déjà pourtant largement commentés.

A certains moments, c'est même au regard de l'histoire que l'analyse de Bill Clinton semble s'exercer, qu'il envisage de créer un bureau d'enregistrement pour les transactions financières internationales, qu'il analyse la nature et les menaces potentielles de la nouvelle forme de terrorisme incarnée par Al-Qaïda, qu'il rappelle les enjeux de l'équilibre budgétaire et fiscal qu'il a mis, avec l'emploi, en tête de ses priorités ou qu'il défende l'idée d'une déclaration des droits de la classe moyenne. Au travers du pouvoir exercé au quotidien, c'est aussi le sens d'un projet politique à l'œuvre qui transparaît.

S'y décrit le poids de la fonction présidentielle, lorsqu'il faut décider vite (le rappel des avions partis bombardier l'Irak), lorsqu'il faut décider seul (l'intervention en Haïti) ou lorsqu'il faut décider à contrecœur (la pression exercée sur le président bosniaque pour qu'il permette l'accord de Dayton). Sans effets de style, le livre de Taylor Branch nous confronte ainsi très directement à la responsabilité ultime, celle du vrai pouvoir.

Lorsque l'on évoque la présidence de Bill Clinton, comment ne pas envisager l'interaction très forte entre actions publiques et affaires privées ? En huit ans et 79 entretiens, on ne le verra craquer qu'une seule fois. Et si la fatigue, le cynisme ou la colère viennent fortement teinter certains échanges, l'on a l'impression que jamais la confiance en soi, la conviction dans la justesse de ses analyses et une certaine distance amusée ne sont réellement prises à défaut chez ce Président à qui tant de choses vont finalement réussir.

Whitewater, Jennifer Flowers, Paula Jones, Monica Lewinsky, *impeachment*, le livre ne fait l'impasse sur rien, même si les procédures en

cours conduiront les deux hommes à ne plus évoquer ces aspects que *off the record*. Les moments passés sur les déboires privés nous font mesurer à quel point ils l'emportent souvent sur les véritables enjeux de la présidence. Omniprésents dans la presse, surexploités par ses adversaires politiques, envahissants chez ses propres amis, ces épisodes nauséabonds n'entameront pourtant jamais réellement la cote de popularité de Bill Clinton.

C'est que devant son opiniâtreté sur certains dossiers majeurs (l'équilibre budgétaire, l'emploi, la paix), au regard de sa détermination lors de difficiles épreuves de force (avec le Congrès, la NRA ou à l'international), en constatant ses succès électoraux (deux présidentielles, les élections de 1998) et en lisant ses commentaires sur la campagne d'Al Gore, et notamment le récit de l'explication très frontale qu'il aura avec celui-ci juste après l'élection (l'un des morceaux de bravoure du livre), l'on mesure que la politique peut parfois être cet art de la conviction, de la décision et de l'anticipation, même chez le plus roué de ses praticiens.

Faut-il enfin préciser que le récit de Taylor Branch n'est pas avare d'anecdotes ? Ce sont les calomnies répandues contre le couple Clinton, accusé de décorer son sapin de Noël avec des *sex toys* ou de prendre des conseils directement auprès du fantôme d'Eleanor Roosevelt ; c'est, durant le débat sur les homosexuels dans l'armée, ce sénateur citant Suétone pour rappeler opportunément qu'Auguste se lissait les poils des jambes à l'aide de coquilles de noix brûlantes ; c'est Boris Eltsine arpentant ivre mort et en sous-vêtements les rues de Washington, à la recherche d'une pizza.

Les conseillers de Yasser Arafat ne sont pas en reste, qui racontent cette bien jolie histoire. Rencontrant Allah et bénéficiant d'un vœu, le leader palestinien sort de sa tunique la carte de la Palestine d'avant 1967 et lui demande de l'arranger pour amener la paix. Allah explique alors que certaines choses sont trop difficiles, même pour le Tout Puissant. Effondré par cet ultime échec, Yasser Arafat fond en larmes puis, se souvenant du vœu qui lui est dû, demande à devenir le sosie éternel de Tom Cruise. Allah fronce alors très nettement le sourcil puis finit par demander d'une voix plaintive : « Je peux rejeter un œil

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

à cette carte ? ». Une façon comme une autre de forcer le chemin vers la paix.

Tout n'est pas si drôle au royaume des puissants. L'une de ces nuits de conciliabule, dans une Maison blanche déserte et au détour d'un propos échangé entre le Président épuisé et son visiteur du soir, le nom d'un personnage glisse comme une ombre puis disparaît dans un profond soupir. Proche ami des Clinton, Vince Forster vient de se suicider, laissant une femme et trois enfants en bas âge. Dans sa dernière lettre, une phrase surtout retient l'attention, une charge désespérée contre Washington, cette ville « où détruire les gens est considéré comme un sport ».

La politique est en effet une discipline à nulle autre pareille. Le récit de Taylor Branch et l'action de Bill Clinton nous le redisent fort bien.

1. Assistant spécial de J.F. Kennedy, Arthur Schlesinger est l'auteur d'un compte rendu détaillé de sa présidence intitulé *A Thousand days* (*Les mille jours de Kennedy*, Denoël, 1966).
2. Bill Clinton, *Ma vie* (Odile Jacob, 2004) ; voir notre critique de ces mille pages dans la bibliothèque en ligne d'*Esprit critique*.

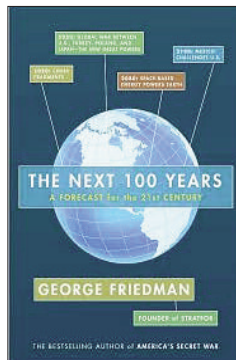
CRITIQUES

A L'ESSAI

3. THE NEXT 100 YEARS. *A forecast for the 21st century*

George Friedman
Editions Doubleday,
janvier 2009, 272 pages, 20,38 €

PAR JEAN-LOUP SAMAAAN



L'analyse prospective est un genre éditorial en vogue. Le succès commercial des rapports de la CIA sur le monde de 2025 en atteste : les lecteurs, décontenancés par un contemporain international sans continuité, sont en quête de narrations du futur qui pourraient, par effet de miroir, leur offrir une clé pour saisir le monde d'aujourd'hui. Dernier en date de ces entreprises, l'ouvrage de George Friedman est peut-être l'essai qui pose le plus la question de la frontière entre prospective géopolitique et science-fiction. George Friedman est le directeur de Stratfor, une cellule d'analyse américaine spécialisée dans la spéculation stratégique. Dans *The next 100 years: a forecast for the 21st century*, il réutilise ses travaux pour élaborer un scénario d'un peu plus de 200 pages qui s'étale d'aujourd'hui jusqu'à l'aube du XXI^e siècle. George Friedman ambitionne ni plus ni moins que de nous conter l'histoire à venir des cent prochaines années.

Autant prévenir le lecteur avant d'aller plus loin : aucune méthodologie n'est utilisée par George Friedman, si ce n'est un recours à l'histoire pour y dégager, en toute subjectivité, des tendances lourdes, des principes immanents des

relations internationales. La prospective n'étant pas une discipline à vocation scientifique, rien de falsifiable ici. Nous devons donc nous fier au flair de George Friedman.

Ainsi, la décennie qui vient verra le déclin de l'islamisme dans sa forme terroriste puis, vers 2020, l'effondrement de la Russie, en raison de sa crise démographique, ses insuffisances économiques et l'émancipation des territoires de sa périphérie sur les flancs asiatiques et européens. De même George Friedman ne voit pas dans la Chine un futur rival des Etats-Unis : prise au piège par le vieillissement de sa population et les inégalités croissantes entre un littoral riche et des terres pauvres, Pékin laissera place à une autre puissance asiatique renaissante, le Japon. Autre puissance renaissante : la Turquie, en héritière de l'Empire ottoman, deviendra le centre de gravité du Moyen-Orient. L'Europe sera de moins en moins définie par le couple franco-allemand, dont la perte d'influence stratégique s'aggraverait inexorablement. Le cœur géopolitique de l'Europe se déplacera plus à l'Est pour être incarné par la Pologne. Ce nouvel équilibre des puissances (au sein duquel les Etats-Unis préserveront leur prépondérance) aboutira au tournant de 2050 à une nouvelle guerre mondiale entre Etats-Unis et Pologne d'un côté, Turquie et Japon de l'autre. Cette guerre sera hautement technologique (via le recours à une militarisation accrue de l'espace extra-atmosphérique) et très peu humaine (un déploiement extrêmement faible de soldats qui réduira le nombre de victimes).

A ce stade, on peut encore accepter le raisonnement de George Friedman, celui-ci s'appuyant sur des projections démographiques et économiques relativement convaincantes. Néanmoins, la seconde partie de l'ouvrage laisse place à une véritable prophétie de 2050 à 2100, où les quelques prévisions tangibles du premier demi-siècle laissent place à un assemblage d'intuitions (non dépourvues d'intérêt) et de fantasmes purs et simples. Vers la fin du siècle, les Etats-Unis vivront de nouveau une période de plénitude bipolaire mais celle-ci s'érodera en raison de l'évolution démographique américaine au tournant du siècle. Si les Etats-Unis seront alors toujours la première puissance mondiale, le Mexique devrait disposer d'un tel poids économique et humain au sein même de la société

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

américaine qu'un conflit émergera entre les deux pays. Le Mexique puissance du XXI^e siècle ? Telle est l'énigme qui achève l'ouvrage de George Friedman.

A l'issue de la lecture, *The next 100 years* est-il une simple élucubration truffée de préjugés projetés en vérités éternelles ou un brillant exercice de style d'anticipation géopolitique ? Probablement un peu des deux, mais c'est finalement la force comme la faiblesse de toute prospective.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

A L'ESSAI

4. THE POWER OF YES. *A dramatist seeks to understand the financial crisis*

David Hare

Editions Faber & Faber,
octobre 2009, 96 pages, 11,99 €

Production au *National Theatre* de Londres

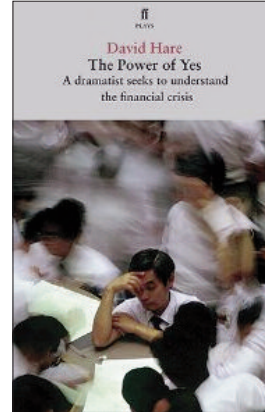
PAR DAVID CHEKROUN

C'est à la suite d'une déception intellectuelle – *The Ascent of money*¹ – que nous avons décidé de tenter de nouvelles expériences pédagogiques et bibliographiques afin de réaliser une ambition : sérier la littérature consacrée à comprendre la crise financière. Le *Power of Yes* de David Hare et sa production théâtrale au National Theatre de Londres devaient répondre à cette quête tout en se divertissant.

Défi relevé de prime abord. Que l'on en juge. Salle comble. Les spectateurs sont attentifs, le lecteur est suspendu. *L'incipit* frappe et sonne comme une fascinante promesse : « *This isn't a play. It's a story. It doesn't pretend to be a play. It pretends only to be a story. And what a story! How capitalism came to grinding halt. Where were you on September 15th 2008? Do you remember? Did you even notice? Capitalism ceased to function for about four days...* ».

Par la suite, deux heures de spectacle ou soixante treize pages pour répondre à une question somme toute assez simple : pourquoi l'Angleterre a-t-elle été frappée par cette crise financière ?

Sur l'auteur, peu de choses ou presque. David Hare jouit d'une solide réputation et d'une notoriété incontestée depuis *Stuff Happens*² et *The Vertical Hour* sur la guerre en Irak et *The*



Permanent Way sur la privatisation des chemins de fer en Angleterre.

Sur la méthode, l'auteur nous invite à partager ses entretiens réalisés auprès de l'élite du monde économique, à savoir les financiers, les économistes, les politiques, les universitaires, les régulateurs sans oublier les journalistes. Son objectif est clairement affiché par son sous-titre (*A dramatist seeks to understand the financial crisis*) : offrir une meilleure compréhension de la crise à son lecteur, à son spectateur ou plus généralement à l'homme ou la femme de la rue. Par la multiplication des supports (vidéos, tableaux, équations), la pédagogie des personnalités et la clarté des formules (le président de la FSA explique sur un tableau noir que l'effondrement du marché tient en un acronyme SLUMP (pour *sub-prime, liquidity, unravelling, meltdown, and pumping*), le spectateur trouve facilement une explication et entrevoit vite une perspective. Une vingtaine de personnalités incontournables (notamment Myron Sholes ou George Soros) de cette crise financière sont convoquées sur cette scène fictive afin de s'expliquer et plus encore d'expliquer le cataclysme.

Sur le fond, son enquête le mène à l'année 1973 et aux premiers travaux du prix Nobel d'économie Myron Scholes qui est à l'origine d'un modèle permettant d'écarter la notion de risque dans certaines opérations d'investissement. Il démontre que cette doctrine est à l'origine premièrement de la création de la *Financial Services Authority* (l'équivalent de l'AMF, Autorité des marchés financiers), deuxièmement de la croyance anglaise selon laquelle la meilleure des régulations est une régulation ultra minimum, et troisièmement que l'économie anglaise doit se concentrer très largement sur la croissance du secteur financier britannique. Cette thèse classique se double d'une réflexion plus novatrice qui s'intéresse, d'une part, à la collusion des intérêts de cette élite économique et, d'autre part, aux rapports ambigus

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

que pouvaient entretenir les gouvernements Labour en général et celui de Gordon Brown en particulier avec la montée en puissance du secteur des services financiers et l'acceptation pourrait-on dire contre-nature d'une régulation *a minima*. Pour la collusion des intérêts, David Hare démontre qu'il s'agit en réalité d'un problème quasi génétique. Les auteurs de cette crise sont presque tous liés par un ADN assez semblable qu'ils se sont formés à la *London School of Economics*, à la *Harvard Business School*, chez Goldman Sachs, à la FSA et au *Financial Times*. L'auteur incite lourdement sur ce marqueur, qui équivaut à une entrée en religion : la religion de la régulation inexistante. En ce qui concerne l'acceptation du Labour et de Gordon Brown de cette régulation *a minima*, David Hare développe l'idée selon laquelle le gouvernement dirigé par le Labour ne concevait la City que comme une vache à lait produisant 27 % de ses taxes, qui lui permettait ainsi d'investir dans les écoles et hôpitaux. Dès lors, il n'était pas nécessaire de réguler. S'agissant de l'ancien ministre de l'Economie et des Finances, l'équation est assez semblable : en bon Ecossais presbytérien, Gordon Brown n'a aucune inclination pour l'argent et la City à la condition que ceux-ci génèrent un revenu suffisant pour sa politique.

Au final, les questions sont posées mais le lecteur a quelques peines à trouver le chemin des solutions. Les mêmes causes doivent-elles toujours produire les mêmes effets ? Dans le contexte anglais, qui doit être tenu pour responsable de cette dérive ? En refermant le livre ou en quittant le National Theatre, on a du mal à penser que les gouvernements et les régulateurs (britanniques) en viennent à résister au « *power of yes* » et n'apprennent jamais à enrichir leur vocabulaire d'une négation aux effets vertueux : « la force du non ».

1. *Esprit Critique* n°95.

2. Cette pièce de théâtre tente de restituer les négociations diplomatiques entre le 11 septembre 2001 et le début de la guerre en Irak par les meilleurs protagonistes de l'époque : Bush, Blair, Powell, Cheney, Villepin. Les discours officiels notamment celui de l'ONU sont entrecoupés de scènes imaginées qui se seraient tenues à huis clos.

CRITIQUES

A L'ESSAI

5. MARIAGES ET
HOMOSEXUALITES
DANS LE MONDE.*L'arrangement des normes
familiales*

**Virginie Descoutures, Marie Digoix,
Eric Fassin et Wilfried Rault**

Editions Autrement,
collection Mutations/Sexe en tous genres,
février 2008, 220 pages, 20 €

PAR JOEL LE DEROFF



Seize universitaires, en grande majorité sociologues, se retrouvent dans ce volume pour offrir une image fort enrichissante des questions aujourd'hui suscitées par l'évolution des modèles conjugaux et familiaux. Tel un kaléidoscope, *Mariages et homosexualités dans le monde* donne un aperçu de la diversité des situations et des institutions, ainsi que des débats ayant cours dans divers contextes, en Europe et dans le monde. De cette diversité, une image globale se dégage peu à peu, non dénuée de cohérence. Kaléidoscope encore.

Des disparités confondantes...

Une constatation s'impose de façon évidente : face à la montée en puissance des revendications égalitaires et à l'affirmation sociale des couples de même sexe, les législateurs natio-

naux – qui détiennent la compétence en la matière – apportent des réponses dans des ordres et selon des modalités très variables.

L'étude des processus de négociation politique et des rapports de force qui ont déjà permis la reconnaissance de ces couples incite à éviter le dogmatisme. Ainsi les partenariats civils scandinaves, différenciés du mariage, auront-ils ouvert le chemin et préparé le passage, près de vingt ans plus tard, à une égalité complète pour les couples de même sexe. À noter que les dernières lois adoptées en ce sens ont été votées après l'impression de l'ouvrage !

La politique des petits pas (partenariat, mariage sans droit à l'adoption, puis enfin adoption) a été suivie dans d'autres pays comme la Belgique, alors que l'Espagne a fait sa révolution à une vitesse inégalée. Le Royaume-Uni, passant rapidement de la répression thatchérienne de l'homosexualité à une égalité de fait, mais par le biais d'un partenariat formellement distinct du mariage, représente encore un autre chemin, en quelque sorte validé par le succès de l'institution : 30 000 unions célébrées au cours de ses neuf premiers mois.

Si la gauche et ses alliés sont partout à la manœuvre, chacun compose avec des conditions différentes : Eglises d'Etat luthériennes en Scandinavie, sous-traitance de la célébration des mariages civils aux Eglises dans certains Etats américains, tendance communautarienne¹ à la reconnaissance des devoirs et des solidarités au sein des corps intermédiaires (dont les familles) dans la Grande-Bretagne blairiste...

Enfin, l'article de Judith Stacey et Tey Meadow sur le cas de l'Afrique du Sud est l'une des rares sources disponibles en français sur l'unique pays à disposer d'une législation avancée en la matière en dehors du monde occidental. Un contexte particulièrement original, à vrai dire, puisque ce pays, au titre de la diversité, accorde également une valeur juridique aux mariages coutumiers, y compris polygyniques. Ce qui est un sujet bien différent, et une réalité, pour le coup, communautariste, puisque le droit civil devient *de facto* différent selon l'ethnie de naissance.

CRITIQUES

... ou des évolutions convergentes ?

En réalité, se pencher sur les discours politiques qui accompagnent ou combattent les différents exemples de reconnaissance des couples de même sexe et de leurs familles constitue certainement le meilleur moyen de prendre de l'altitude par rapport au jeu de rôle qui se déroule aujourd'hui encore en France entre les partisans de l'égalité républicaine et les conservateurs de tout poil.

De quoi ramener à sa juste place le vocabulaire et la syntaxe employés par les idéologues présentant la famille nucléaire traditionnelle comme seul modèle légitime : leur grandiloquence n'est qu'une occurrence, parmi tant d'autres, d'un discours niant une plasticité familiale désormais propre à la société. Et dont la prise en compte par le droit est devenue nécessaire à son bon fonctionnement.

Nécessaire, y compris dans la prise en compte de l'homoparentalité. L'article de Cathy Herbrand sur les évolutions du droit civil belge fournit une analyse judicieuse de l'importance sociale et symbolique de cette question. L'homoparentalité, c'est d'abord pour le grand public la fameuse question de l'adoption par les couples de même sexe. Mais dans la vie, et numériquement, c'est également, sinon plus, la prise en compte de parentés sociales déjà bien réelles et très diverses, et l'établissement d'aménagements juridiques appropriés : coparentalité, beaux-parents, parents en plus...

Les auteurs fournissent des éléments d'un discours académique en plein développement. Le sociologue Michel Bozon, dans son post-scriptum, situe judicieusement cet effort intellectuel dans le cadre de l'analyse d'une évolution vers la démocratisation, l'individualisation et l'intériorisation des normes sociales régissant le couple et la famille. Ce triple mouvement permettant aux individus de construire leurs conduites dans une cohérence qui leur est désormais personnelle.

Les observations de Line Chamberland et Christelle Lebreton sur le Québec sont quant à elles l'exemple de ce que l'affirmation de l'égalité en droits légitime une reconnaissance sociale qui lève les tabous et transforme la vie des personnes en favorisant leur intégration sociale à long terme, bien au-delà des seules questions familiales.

Et en France, comment ça se passe ?

Dans la réflexion à mener sur la situation française, en avance au temps du Pacs et désormais à la traîne, deux développements originaux susciteront l'attention.

En premier lieu, l'article de Wifried Rault comporte des développements très pertinents sur la valeur symbolique et matérielle du Pacs, qui pourrait être perçu comme une alternative (intéressante) au mariage, si ce dernier n'était pas encore réservé à un seul type de couple. Caractéristique qui transforme notre partenariat, pour les homosexuels, en substitut (insatisfaisant). Pluralité des options conjugales, égalité pour tous les couples : la voie est logique et claire.

De son côté, Eric Fassin propose une analyse originale et pleine de sens, mettant en perspective la question de la reconnaissance des couples de même sexe, l'accroissement avéré du nombre des couples binationaux et l'élaboration d'un discours conservateur et nationaliste fondé sur la primordialité du « naturel » et du biologique, et servant à combattre, avec les mêmes concepts, ces deux réalités.

Une seule conclusion : continuons à avancer ! La gauche française l'a déjà bien compris.

1. Selon la dénomination anglo-saxonne de la philosophie politique tendant à considérer l'individu au travers de ses appartenances culturelles et communautaires.

CRITIQUES

A L'ESSAI

6. UN HOMO DANS LA CITE

Brahim Naït-BalkEditions Calmann-Lévy,
septembre 2009, 138 pages, 12 €

PAR JOEL LE DEROFF

A la rentrée 2009, deux ouvrages en forme de récits ont rompu pour la première fois le silence sur la situation des lesbiennes et des gays dans les quartiers de banlieue. *Homo-ghetto*¹ de Franck Chaumont, de même qu'*Un homo dans la cité*, dont il est ici question, ne prétendent pas détailler les données sociologiques propres à appréhender la complexité de la situation des intéressés. Ils n'ont pas non plus la prétention de fournir des solutions. Pourtant, ils constituent un cri d'alerte qu'il faut absolument entendre.

Un témoignage important pour rompre le silence

Ce que raconte Brahim Naït-Balk avec le récit de sa vie, c'est au fond celle de millions de citoyens et de citoyennes français, et de dizaines de millions d'Européennes et d'Européens, au cœur de notre continent si avancé dans la reconnaissance et la protection de la diversité de ses habitants.

C'est la vie d'un enfant qui grandit au gré de plusieurs déménagements, en connaissant des fortunes diverses selon les lieux. C'est l'adolescence d'un garçon qui cache un secret rendu invouable par les tabous et les traditions. Un garçon qui n'a même pas de mot pour se désigner lui-même. C'est l'histoire d'un jeune homme qui aime les siens au point de prendre la responsabilité de l'éducation de ses frères et sœurs. Mais qui dans le même temps souffre de

leur être inconnu. Et qui souffre encore plus de se culpabiliser, en se répétant que c'est lui qui vit dans la dissimulation, y compris avec sa propre mère.

Ce que nous dit Brahim Naït-Balk, c'est que la loi a beau changer en bien (et heureusement, ces changements ont largement commencé), la transformation des mentalités est une autre paire de manches. La liberté de vivre sa vie est facile à ceux qui disposent, jeunes, des instruments de l'indépendance. À ceux qui grandissent près du centre d'une grande ville. Pour les autres... Nous vivons dans un monde où meurent des femmes battues et où se suicident de jeunes homosexuel-le-s.

Ce que nous dit le récit de Brahim Naït-Balk, au fond, qu'est-ce donc sinon l'urgence perpétuellement renouvelée d'un engagement politique et social aux côtés de tous ceux qui forment notre peuple ?

De la nécessité d'un discours socialiste sur les discriminations

Qu'est-ce qu'un discours socialiste sur les discriminations ? C'est tout l'enjeu politique que peut illustrer le récit de Brahim Naït-Balk. Bien évidemment, nous attendons que les forces de progrès méritent leur nom, en étant les premières à combattre pour l'égalité entre tous les citoyens devant la loi, et pour que celle-ci offre une protection effective contre tous les racismes, sexismes, homophobies, transphobies et autres délits de faciès, d'opinion ou de croyance. Mais est-ce assez ? Car, jusque-là, des libéraux conséquents – si tant est qu'ils existent – pourraient en dire autant.

Un homo dans la cité donne un visage concret à des termes qui commencent timidement à apparaître dans le langage des associations. Il est une très bonne illustration du concept de « discrimination multiple ». Le narrateur est



Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

victime de l'homophobie de son quartier et de nombreux coreligionnaires de sa famille, mais il ne peut pas s'identifier aux modèles sociaux gays qui commencent pourtant à être visibles dans les années 1980. Parmi les gays, il est en effet victime de préjugés racistes, ou à tout le moins court le risque de l'instrumentalisation dans le cadre de fantasmes orientalistes – ce qui n'en est jamais qu'une version un peu atténuée. Comment, dans ces conditions, se construire une vie sociale ?

Pensons qu'aux Pays-Bas par exemple, une droite libérale et populiste prospère en répétant que l'immigration est la première menace contre les droits des femmes et des LGBT, opposant ainsi différents segments de la population, sans considération aucune pour ceux, nombreux, qui ont le malheur de se trouver à leur intersection. Attendrons-nous que Marine Le Pen, modernisant le discours de son père, se saisisse de ce créneau ? Sommes-nous sûrs que Nicolas Sarkozy ne s'y essaie pas déjà, pour mieux fragmenter le socle électoral de la gauche ?

Le récit de Brahim Naït-Balk a le mérite de rappeler le fait que l'égalité formelle n'est pas l'égalité réelle, ni même l'égalité réelle des chances. Qu'est-ce que la mission de la République, sinon de tout faire pour rendre possible, au moins, cette condition de l'émancipation ? En ce sens, il faut savoir aller plus loin que la loi, donner force à la parole et à l'action politique à tous les niveaux. L'auteur de cet article, qui est bien placé pour en parler², se permettra de citer les travaux entrepris depuis 2007 par l'association Homosexualités et Socialisme (HES), appelant tous les responsables et élus locaux à assumer sur les territoires la promesse de l'égalité³. Le chemin est long, mais la rupture des tabous est un pas déterminant.

Tout récemment, le Ministre de l'éducation nationale s'est opposé à la diffusion d'un film se proposant d'aborder, tôt à l'école, la diversité des sexualités. Qu'a fait Luc Châtel ce jour-là, sinon opposer le mépris de la droite à ceux pour qui la République émancipatrice est l'unique recours contre l'asphyxie ?

1. Homo-ghetto. *Gays et lesbiennes dans les cités : les clandestins de la République*, Ed. du Cherche-Midi, septembre 2010.
2. Joël Le Déroff a animé, en 2007-2008, les travaux de l'association HES à ce sujet.
3. Rapport de la Commission « Territoires » d'HES disponible sur : <http://www.hes-france.org/IMG/pdf/Rapport-TERRIT-avril08.pdf>

CRITIQUES

EN REVUE

7. PHILOSOPHIE
MAGAZINE

Numéro 36, 7 €

Dossier « Le socialisme peut-il renaître ? »

PAR THIERRY ROURE



gageure ! A l'heure où¹ l'enseignement de la philosophie est régulièrement remis en cause et où une vision globale et articulée est on ne peut plus nécessaire compte tenu des nouveaux défis auxquels nous devons faire face, cette publication est particulièrement bienvenue. Son pari est grandement réussi grâce à un souci constant de clarté et de pédagogie. De manière classique, *Philosophie Magazine* propose à chaque livraison des dossiers thématiques (tels que « La gauche et la droite, pourquoi elles nous divisent encore ? », « Quelles idées pour l'Elysée ? » avec un débat, qui a fait couler beaucoup d'encre, entre Michel Onfray et Nicolas Sarkozy où ce dernier affirmait qu'on ne devenait pas mais qu'on naissait pédophile, « La bombe écologique : changer le rapport entre l'homme et la nature », « Comment peut-on être anti-capitaliste ? » pour prendre les thèmes les plus liés au politique) et des présentations rigoureuses mais accessibles de grands auteurs de l'histoire de la philosophie (Proudhon, Hobbes, Rousseau, Camus, Arendt, etc.).

Philosophie Magazine, lancé en avril 2006, est, comme son nom l'indique, une revue de vulgarisation au bon sens du terme ; elle vise, en effet, à initier le plus grand nombre aux connaissances et aux enjeux de la philosophie. Une véritable

Dans cet ensemble, le numéro 36 eut l'idée impertinente de poser la question : « Le socialisme peut-il renaître ? », faisant implicitement l'hypothèse que la mort clinique était avérée. « *La gauche est morte, vive la gauche !* » comme l'écrivait déjà de manière ironique Max Gallo en 1990² ?

Le réquisitoire ne manque pas d'arguments :

- La prise de pouvoir en 1981, et surtout le tournant de la rigueur en 1983, aurait, sous couvert d'acquisition d'une culture de gouvernement, marqué la conversion des socialistes au social-libéralisme jadis honni. La parenthèse libérale ouverte par Lionel Jospin n'aurait ainsi jamais été refermée, à en croire certains sectateurs.

- L'essor de l'individualisme depuis les années 1980 discrédite tout projet d'émancipation collective ; « *la fin des grands récits* » pour parler comme le post-moderne Lyotard conduit ainsi au repli hédoniste sur la sphère privée et à la victoire posthume de Tocqueville sur Marx. On aurait ainsi assisté à l'implosion du socialisme avec l'avènement des masses silencieuses selon l'analyse de Baudrillard.

- L'apparition de problèmes écologiques de plus en plus préoccupants remet définitivement en cause le productivisme propre au matérialisme historique marxiste qui imprégnait profondément le socialisme français n'ayant jamais fait sa mue comme le SPD à Bad-Godesberg en 1959.

Et pourtant, ce dossier montre bien, en donnant la parole à des auteurs originaux et féconds, que le socialisme n'est pas forcément incompatible, bien au contraire, avec la valorisation des libertés, comme le souligne le marxiste analytique d'Oxford Gerald Allan Cohen. Très stimulantes sont aussi les contributions de Bernard Stiegler, mettant l'accent sur la nécessaire rupture avec le consumérisme dans le sillage de Marcuse, de l'Irlandais Philip Pettit mettant en exergue, par son concept de « républicanisme », l'importance de la protection des individus contre la domination étatique, ainsi que de Raffaele Simone regrettant que le socialisme soit trop souvent assimilé au sacrifice et considérant qu'il faut remettre à l'honneur la personne humaine, l'environnement, l'idéal de justice, la recherche et l'éducation. *Last but not least*, on ne s'étonnera pas que nous ayons apprécié l'interview de Vincent Peillon proposant de réarmer spirituellement la

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

gauche en se ressourçant dans les œuvres de Jaurès, Merleau-Ponty et Buisson, auquel il vient de consacrer un essai remarqué, afin de favoriser l'épanouissement individuel.

Plus classiquement mais de manière fort didactique, le dossier fait une mise au point sur le voire les socialismes selon cinq axes :

- la situation des partis sociaux-démocrates en Europe, de l'essor jusqu'au récent reflux, sans oublier les spécificités nationales ;
- les différentes familles intellectuelles : réformistes, républicains, socialistes libéraux, écologistes, etc. ;
- les grandes figures marquantes : Marx, Proudhon, Owen, Leroux (l'inventeur du terme « socialisme »), St-Simon, Fourier, Jaurès, Blum, Mitterrand, etc. ;
- les think-tanks, dont la Fondation Jean-Jaurès, qualifiée de « la plus traditionnelle », mais aussi la République des idées, Terra nova, etc. ;
- les grandes dates du mouvement ouvrier : 1864 (Association internationale des travailleurs), 1871 (Commune de Paris), 1905 (SFIO), 1917 (révolution russe), 1920 (congrès de Tours), 1936 (Front populaire), 1971 (congrès d'Epinay), 1981 (victoire de François Mitterrand), etc.

Un ensemble instructif mais que les plus intéressés par la chose publique auront à cœur de compléter grâce aux pistes bibliographiques qui sont proposées.

1. Jean Baudrillard, *A l'ombre des majorités silencieuses ou la fin du social*, Sens & Tonka, 1998, suivi de *L'extase du socialisme*, Denoël, 1982.
2. Max Gallo, *La gauche est morte, vive la gauche !*, Odile Jacob, 1990.

CHRONIQUES

HISTOIRE

8. QUE RESTE-T-IL DE NOTRE VICTOIRE ?

*Russie-Occident : le malentendu***Natalia Narotchnitskaia**Edition des Syrtes,
février 2008, 203 pages, 18 €

PAR BENJAMIN FOISSEY

L'histoire du peuple russe, depuis son affirmation comme grande puissance impériale au XVI^e siècle, est marquée par un clivage constant entre occidentalisme et slavophilisme. Cette opposition traversa l'histoire et les régimes, les dirigeants comme les opposants en exil, les tsars comme les leaders communistes. La disparition de l'URSS, victoire définitive des partisans d'une évolution libérale à l'occidentale pour nombre d'observateurs, vit en fait ce vieux débat séculaire prendre d'autres formes. Alexandre Soljenitsyne, le populiste agrarien auteur de *Le grain tombé entre les meules* autant broyé par le goulag que dépité par le monde intellectuel qu'il rencontra en Occident, avait une vision de l'avenir russe bien différente d'un Sakharov.

Natalia Narotchnitskaia, philosophe, diplomate puis députée à la Douma, est une figure emblématique de la renaissance patriotique russe qui accompagna l'avènement de Vladimir Poutine. Elle se situe donc clairement dans la lignée slavophile tout en refusant de se cantonner à un simple rejet moral de l'Occident. C'est en ce sens qu'elle nous aide à cerner les causes profondes de la réémergence d'une opposition Est-Ouest qui, bien antérieure à la Guerre Froide, lui survit.

Le malentendu dont il est question dans le sous-titre de cet ouvrage est historiographique : il



correspond, dans le champ intellectuel, à une confrontation géopolitique qui structura le monde en deux blocs pendant quarante-cinq ans.

Il s'agit d'une différence profonde d'appréciation sur les causes et le déroulement de la Seconde Guerre mondiale. Un discours anti-soviétique

s'est développé en Occident avec la Guerre Froide, décrivant les victoires initiales du troisième Reich comme résultant, au moins en partie, du cynisme soviétique. Le pacte Molotov-Ribbentrop est brandi comme la preuve ultime de la froideur stalinienne face aux avancées géopolitiques allemandes en Europe centrale et orientale.

La double invasion de la Pologne qui en résulta est censée montrer la symétrie profonde qui existe entre les totalitarismes national-socialiste et stalinien. L'école historique anti-soviétique prend des formes radicales chez Ernst Nolte qui explique en grande partie l'émergence du nazisme par une réaction d'auto-défense vis-à-vis du bolchévisme, rejetant sur ce dernier la responsabilité des tragédies qui suivirent. François Furet et Carl Schmitt, par d'autres chemins parfois peu comparables, arrivèrent à des conclusions assez similaires. La révolution de 1917 aurait été la cause quasi-unique du pire massacre d'un XX^e siècle qui n'en manqua pas.

Natalia Narotchnitskaia s'insurge contre cette vision d'une guerre qui reste aujourd'hui un événement fondateur du patriotisme russe. L'opération Barbarossa, à savoir l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie le 22 juin 1941, puis la mobilisation patriotique qui s'en suivit et la victoire de l'Armée rouge, est une source de fierté immense que l'on comprend lorsque l'on garde à l'esprit le fait que huit à neuf dixièmes des pertes militaires allemandes eurent lieu sur le front russe et que cette victoire eut un prix absolument gigantesque – la perte de quinze millions d'hommes et de la moitié du potentiel économique de l'URSS.

CHRONIQUES

Anti-communiste véhémente, l'ancienne diplomate fait une différence entre un Lénine très occidentalisé et un Staline qui sut incarner, malgré son horreur, la continuité avec les tsars et l'esprit de la Russie éternelle. Elle se rapproche en cela de la vision gaullienne de l'URSS. A travers les attaques sans nuances contre le stalinisme, Natalia Narotchnitskaia croit donc décerner une méfiance voire une haine contre ce que la Russie incarne, une volonté d'empêcher ce peuple de retrouver sa place parmi les grandes nations de ce monde.

Face aux accusations de cynisme très courantes lorsqu'est évoquée l'action diplomatique soviétique des années 1930, notamment dans les milieux onusiens que l'auteur a beaucoup fréquentés, Natalia Narotchnitskaia rappelle le peu d'empressement des chancelleries occidentales à contrer les coups de force hitlériens en Rhénanie, en Tchécoslovaquie puis en Autriche et à Memel. Elle rappelle également que le jeu dangereux joué par la Pologne, notamment après la prise du pouvoir par Beck en 1936, rendait impossible tout front commun à l'Est face à l'expansionnisme allemand.

Ces points sont difficilement contestables, les accords de Munich tout comme l'alliance de l'Allemagne nazie et de la Pologne, mais aussi de la Hongrie, afin de dépecer la Tchécoslovaquie en 1938, rendaient peu probable la constitution d'une grande coalition anti-nazie dans les années 1930. Une guerre de l'URSS seule, militairement affaiblie par les purges staliniennes, contre le Reich allemand dans ces mêmes années aurait signifié la réduction en esclavage des Russes et de tous les Slaves, point extrêmement clair et constant d'un programme nazi globalement plus changeant.

Ce n'est pas la contestation par l'auteur d'un discours que Frederico Losurdo qualifie de « révisionniste » (à ne pas confondre avec la relativisation de l'extermination des juifs d'Europe) qui pose problème, mais plutôt le fait que Natalia Narotchnitskaia ne semble voir l'historiographie

occidentale concernant la période 1933-1945 qu'à travers quelques historiens dont certains tels Ernst Nolte ont fait l'objet de violentes controverses. La liaison trop mécanique qu'elle opère entre discours historique et intérêts géopolitiques fait sombrer l'auteur dans une vision non seulement méfiante, ce qui peut se justifier, mais également complotiste de l'Occident vis-à-vis de la Russie.

Les malentendus, les incompréhensions voire les caricatures d'un Occident qui a connu une Seconde Guerre mondiale relativement douce comparée à ce qu'elle fut de Gdansk à Moscou sont érigés en conjuration visant à saper la renaissance du patriotisme russe, ce qui serait un échec au regard des événements récents.

Reste évidemment l'intérêt profond de cet ouvrage qui, loin de se limiter à un essentialisme culturel facile pour expliquer les difficultés du dialogue russo-occidental, dresse une description de ces malentendus tragiques en termes historiques et géopolitiques, ce qui a le mérite de permettre la discussion. Le nouveau patriotisme russe qui accompagna l'ascension de Vladimir Poutine y est éclairé d'une lumière bien plus profonde que celle des commentateurs médiatiques décrivant ce peuple comme culturellement condamné à l'autoritarisme le plus sanguinaire.

CHRONIQUES

ECONOMIE

9. POST CAPITALISME.
IMAGINER L'APRES

Coordonné par **Clémentine Autain**
Editions Au diable vauvert,
novembre 2009, 348 pages, 20 €

PAR NICOLAS BOUILLANT



nouveau programme s'y réfère fortement en souhaitant définir les éléments d'une société post-industrielle ou post-capitaliste.

Clémentine Autain, féministe, ancienne adjointe au maire de Paris à la jeunesse, qui s'inscrit dans une mouvance à la frontière du communisme et de l'altermondialisme, a réuni pour cet ouvrage plusieurs intellectuels, de gauche, pour penser cet après-capitalisme. Le choix des auteurs se veut ouvert et pluraliste : « Certains se revendiquent du communisme, d'autres du socialisme, d'autres encore de l'écologie politique ou de la tradition libertaire ». En fait, l'ouverture est assez faible et le vivier reste cantonné, à quelques exceptions près comme Dominique Méda, à des auteurs de la mouvance radicale ou altermondialiste. Cela réduit d'autant les analyses et les solutions, rapidement

prisonnières d'une logique anticapitaliste avant d'être post-capitaliste. Mais c'est un parti pris, annoncé dans la préface : « le refus est un préalable qui permet de mettre en mouvement des énergies, individuelles et collectives, à même de contester l'ordre établi et, ce faisant, d'inventer ». « Ce livre repose sur un constat partagé : le besoin de remettre en cause le fonctionnement et les valeurs qui sous-tendent fondamentalement le capitalisme, entendu comme logique économique et comme culture, celle du règne de l'argent ». Une fois ce parti pris accepté, la lecture est stimulante et sur ce point Clémentine Autain a atteint son objectif : apporter « une contribution pour affirmer une perspective et rouvrir sérieusement le débat sur l'alternative ».

Les exposés convergent dans leurs analyses des méfaits du capitalisme d'aujourd'hui, au-delà des rappels des errements actuels : crise écologique mondiale, crise du néolibéralisme, crise géopolitique avec la fin de l'hégémonie américaine.

La première critique est celle de la privatisation généralisée du monde : les produits, les services, mais aussi les savoirs, le vivant, l'espace... « On assiste ainsi à grande échelle à un phénomène comparable à ce qui s'est produit au début du XIX^e siècle avec une offensive en règle contre les droits coutumiers des pauvres : privatisation et marchandisation de biens communs et destruction méthodologique des solidarités traditionnelles », nous dit Daniel Bensaïd. L'exemple de la propriété intellectuelle est très parlant. Le capitalisme élargit de plus en plus ce qui est protégé, rogne sur le domaine public, allonge la durée des protections, invente d'autres monopoles que les brevets, avec un véritable travail sur les individus pour susciter la crainte et le respect des règles de propriété intellectuelle. Même constat dans la recherche : l'effort de recherche publique est désormais soumis aux impératifs de compétition économique. Il en est de même de l'agriculture, aujourd'hui soumise aux règles du libéralisme, avec deux grands perdants, les consommateurs et les agriculteurs, et deux gagnants, les multinationales et la grande distribution.

Seconde critique fondamentale, le capitalisme entraîne un individualisme sans individualité ni personnalité, façonné par le

CHRONIQUES

conformisme publicitaire. La liberté consiste à consommer des produits formatés. L'homme n'est plus qu'un producteur/consommateur et passe sa vie à réaliser une production qui a pour but de satisfaire des désirs qu'on lui impose, explique Denis Vicherat d'Utopia. Le plus insupportable dans le monde capitaliste, c'est la destruction massive de l'humain en l'homme pour exciter en lui les parts les plus primitives, les plus animales, l'abrutissement par le travail ou par le chômage, par la précarité ou l'assistanat, par la compétition ou la compétitivité, renchérit le philosophe Michel Onfray.

Troisième critique, le capitalisme nourrit l'inégalité. Michel Husson explique ainsi qu'au niveau mondial, en ne tendant aucun compte des différentiels de productivité entre les zones de l'économie mondiale, il a conduit à un double processus d'exclusion : exclusion des travailleurs peu ou moyennement qualifiés de l'industrie dans les pays développés et exclusion des secteurs des pays en développement non susceptibles de satisfaire aux normes du marché mondial. Cette double exclusion contribue au creusement des inégalités sociales.

Il faut donc inventer autre chose. Cela signifie pour les auteurs un « dépassement du capitalisme ». Celui-ci doit être aboli, rapidement, et remplacé par un autre système. Mais comme le pose bien Michel Onfray, « le capitalisme susceptible d'être aboli ? Je veux bien, mais au profit de quoi ? ». C'est là que le bât blesse un peu. « La transformation graduelle du capitalisme par le réformisme est une impasse ; la transformation globale par l'Etat est une illusion », nous dit Roger Martelli. La voie du communisme à la mode URSS est récusée par tous, comme l'est aussi celle de la social-démocratie, souvent vilipendée dans ces pages. Face à Keynes qui veut sauver le capitalisme de ses démons, il faudrait privilégier Marx qui veut le renverser. Mais, comme le dit Dominique Méda, « comment fait-on ? ». Le mystère de la solution reste donc entier, au-delà des mots comme celui du « dépassement » ou de constructions théoriques peu convaincantes.

Ainsi Thomas Coutrot voit dans la société civile la solution contre ce capitalisme d'aujourd'hui, alliance entre le capital et l'Etat, avec un néolibéralisme qui a construit le marché comme mode de gouvernement. Mais quelle construction autour de cette société civile, et comment prend-elle le pouvoir ? Mystère. Comme le dit de manière sincère Isabelle Garo, le terme post-capitalisme est en fait révélateur de notre immense difficulté à envisager les voies de passage vers un avenir autre que le présent, alors même qu'un tel dépassement est nécessaire, vital.

Gustave Massiah est le seul qui apporte réellement une solution. Après la secousse actuelle, l'évolution du capitalisme peut selon lui emprunter deux chemins : soit il bascule de plus en plus dans un néolibéralisme de guerre, soit il se réforme en profondeur sous une forme néo-keynésienne et écologique. Le dépassement du capitalisme ne pourra être véritablement posé que dans trente ou quarante ans. Il faut donc travailler aujourd'hui à la réalisation d'un « green New Deal », en utilisant pour cela six opportunités issues de la crise : la montée en puissance de la régulation publique, la redistribution des richesses, la mutation du développement dans un sens écologique, une démocratie plus sociale et plus participative, une nouvelle géopolitique du monde, un système de régulation mondiale.

Pris dans cette idée d'une évolution du capitalisme avant son dépassement ultérieur, les propositions des auteurs de ce livre pour le post-capitalisme sont très souvent intéressantes et pertinentes, et peuvent constituer des axes de réflexion pour une gauche en phase de réarmement idéologique.

Premier axe souvent défendu dans ces pages : une dé-marchandisation du travail avec le partage du temps de travail, la garantie d'un droit au travail, l'essor d'une part de socialisation du revenu pour éviter la fiction d'un salaire reflétant la productivité individuelle de chacun.

Second axe : imaginer une société où le bien-être durable individuel et collectif ne dépendrait plus de la croissance quantitative de la consommation. Denis Vicherat évoque en ce sens le développement de l'agriculture biologique qui

CHRONIQUES

permet deux fois plus d'emplois pour la même production et répond ainsi à la fois à la question sociale et à la question environnementale.

Troisième axe : le développement des biens collectifs et la priorité aux services publics. « L'urgence de refonder radicalement notre conception du progrès et la manière de définir les biens communs des sociétés est désormais réelle », rappelle Dominique Méda.

Quatrième axe : une socialisation de l'investissement par un contrôle public de la monnaie, un service public de crédit et d'assurance, une politique fiscale fortement redistributive.

Cinquième axe : une réforme du pouvoir dans l'entreprise. Il s'agit d'éviter que la détention d'un capital ne donne un droit ou un pouvoir rompant l'égalité des citoyens. Jacques Généreux développe l'idée du partage du pouvoir dans l'entreprise. « S'il y a une utopie post-capitaliste, mais transformable en réalité, c'est celle-là, celle de cette entreprise redéfinie comme ensemble d'acteurs exerçant conjointement le pouvoir dans l'intérêt commun ».

Sixième axe : une mondialisation régulée. D'abord par une nouvelle pratique de l'échange mondial, avec des « écluses » entre les zones qui ne jouent pas dans la même catégorie, la reconnaissance d'un droit au protectionnisme pour les pays du sud, la mise en place d'un système de protection contre les déséquilibres commerciaux, financiers, écologiques et sociaux engendrés par le libre-échange. Ensuite par la mise en place d'un contrôle sur les investissements internationaux et sur les échanges financiers. Frédéric Lebaron rappelle que les structures financières issues de la dernière mondialisation n'ont pas été à ce jour bouleversées par la crise. Cette régulation aboutirait dans le domaine agricole à des protections aux frontières, des prix régulés, équitables pour le consommateur et rémunérateurs pour producteur, des marchés régulés, une maîtrise des volumes. Pour la propriété intellectuelle, il s'agirait d'un renversement de la perspective, avec

un accès aux connaissances dans le domaine médical, scientifique, dans l'éducation, dans la culture. Cette mondialisation régulée devrait aussi intégrer le phénomène urbain. Le chapitre de Catherine Tricot sur la ville est passionnant, notamment en montrant bien que la conquête de l'égalité se joue d'abord aujourd'hui dans la question du territoire urbain et de son partage. En ce sens, la ville est l'usine du XXI^e siècle. Il faut donc agir aussi au niveau des pouvoirs locaux pour une mondialisation partagée.

Ces idées porteuses à terme d'une nouvelle société, que l'on pourrait appeler post-capitaliste, mais que l'on pourrait aussi appeler autrement car ce n'est pas réellement le système de production dit capitaliste qui est aujourd'hui en cause mais sa dérive néolibérale, peuvent aussi irriguer un programme réformiste. D'ailleurs, les rendus des ateliers du Parti socialiste sont parfois assez proches des propositions développées ici. C'est rassurant et cela permet de contredire les discours simplistes sur l'alliance entre le capitalisme et la social-démocratie. Le post-capitalisme peut être une vision largement partagée par toute la gauche. A deux exceptions près cependant, qui révèlent une différence d'approche entre ceux qui se situent dans une pensée encore marxiste et les autres. La première est la façon d'avancer vers la société post-capitaliste. Pour les réformistes, le « grand soir » de l'effondrement du capitalisme est une chimère et le refus de la compromission avec le capitalisme un moyen d'éviter de se coltiner le réel. Seconde différence : la place de l'individu. La plupart des auteurs de ce livre assimilent l'idée de poursuivre l'émancipation de l'individu avec le néolibéralisme et privilégie un certain effacement de l'individu dans la société. Or, une société post-capitaliste doit au contraire apporter une réconciliation entre société et individu, en posant les bases d'une société reposant sur des individus émancipés, libres et collectifs.

CHRONIQUES

MONDIALISATION

10. L'ESPRIT DE PHILADELPHIE.

*La justice sociale face au marché total***Alain Supiot**

Editions Seuil,

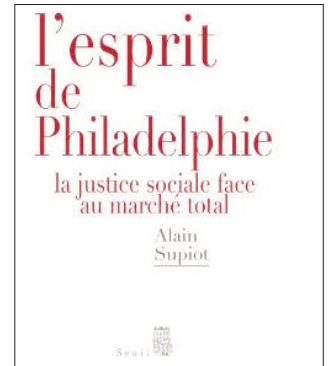
janvier 2010, 178 pages, 13 €

PAR ETIENNE PATAUT

Sous des appellations diverses, de nombreuses déclarations de droits ont été adoptées depuis la Seconde Guerre mondiale, à vocation régionale ou mondiale. Ces droits, qualifiés la plupart du temps de « fondamentaux », ont progressivement pénétré les systèmes juridiques de différents Etats, au point qu'aujourd'hui émerge un mouvement critique à l'encontre de ces droits fondamentaux. Pour autant, si le succès de ces déclarations est incontestable, c'est au prix d'une certaine réduction à leurs aspects civils et politiques. Certains des textes les plus célèbres en matière de droits de l'homme se tiennent à l'écart des droits sociaux fondamentaux, opérant par là une distinction forte entre une série de droits efficaces et juridiquement sanctionnés (les droits civils et politiques) et une autre série de droits (les droits sociaux) beaucoup moins valorisés. Telle est la situation qui prévaut par exemple au sein du Conseil de l'Europe, puisque tout le monde connaît l'importance de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Cour chargée de son application, alors même que la Charte sociale européenne, pour sa part, reste à la fois méconnue et d'application beaucoup plus restreinte.

Tel n'était pourtant pas le projet initial. C'est ce que montre Alain Supiot dans un essai stimulant, centré autour de l'une des premières de ces

déclarations. Celle-ci, adoptée à Philadelphie en 1944 sous le titre de « Déclaration concernant les buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail », n'était que la première d'une longue série de textes qui visaient à refonder un ordre mondial en ruine. Aussi a-t-elle été suivie, entre autres, des accords de Bretton Woods, de la Charte des Nations Unies et de la déclaration universelle des droits de l'homme. Mais la déclaration de Philadelphie est indissociable des textes qui l'ont suivie, en ce qu'elle fonde cette refondation sur la justice sociale, en liant indissolublement progrès économique, sécurité sociale et amélioration de la classe ouvrière.



L'oubli de cette dimension essentielle des déclarations d'après-guerre s'est progressivement réalisé du fait d'un « grand retournement », objet de la première partie du livre, qui aurait conduit à substituer la libre circulation des marchandises et des capitaux à la justice sociale. Charge implacable contre le dogme du marché, cette première partie décrit comment progressivement « la contre-révolution ultralibérale anglo-américaine » a progressivement défait (ou tenté de défaire) l'héritage social d'après-guerre. Cet échafaudage repose sur une foi implacable, de l'ordre de la croyance, dans les vertus du marché, désormais célébré à droite comme à gauche. Tout cela pour construire ce que l'auteur propose d'appeler, empruntant ironiquement un terme de la constitution chinoise, « l'économie communiste de marché » ! Celle-ci est définie comme un système hybride qui « emprunte à l'ultralibéralisme la mise en concurrence de tous contre tous, la libre circulation des capitaux et des marchandises et la maximisation des utilités individuelles et au communisme la démocratie limitée, l'instrumentalisation du droit, l'obsession de la quantification et la déconnexion totale du sort des dirigeants et des dirigés ».

La charge est certes sévère, mais elle n'est pas totalement nouvelle, d'autres s'étant occu-

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

pés avant lui de critiquer différents aspects de la mondialisation. L'apport essentiel d'Alain Supiot, toutefois, est de montrer comment cette modification profonde des systèmes conduit à de non moins profondes mutations institutionnelles et juridiques ; comment la conception même de la loi en sort bouleversée. A une loi imposée par les hommes, dans le but explicite d'atteindre une certaine justice sociale, se substitue une loi qui découlerait implacablement des mécanismes de marché, auxquels les hommes seraient simplement subordonnés. Une telle approche, à la fois religieuse et scientiste, conduit à une sorte de darwinisme législatif, par lequel sont mises en concurrence les lois des différents Etats, au bénéfice de celles qui assurent la meilleure rentabilité financière pour l'investisseur. Bien entendu, sortent vaincues de cette concurrence généralisée les différentes branches du droit, le droit du travail, tout particulièrement, qui ne sont que des obstacles à la « prospérité », qu'il conviendrait d'aplanir le plus rapidement possible. Dans un tel monde, l'homme n'a presque plus de part, « et le gouvernement par les lois cède la place à la gouvernance par les nombres ».

Mais la description critique et négative ne saurait suffire, aussi l'essai prend-il tout son sens à la lumière de la seconde partie, « L'actualité de la justice sociale », dans laquelle l'auteur montre comment la définition de la justice sociale telle qu'elle a été adoptée dans la déclaration de Philadelphie pourrait aujourd'hui encore servir à « s'évader du monde plat et sans horizon de la dogmatique ultralibérale ». Ici, l'auteur procède à une véritable réhabilitation du droit, vu non plus comme simple outil de régulation sociale, mais comme facteur d'organisation de la société. Il y a là un plaidoyer pour l'État de droit, en son sens le plus fort : celui d'un gouvernement par les lois, des lois qui s'imposent également à tous, qui découlent de choix politiques fondamentaux, se référant eux-mêmes à un système de valeurs soumis à discussion et à contestation démocratique.

A partir de là, l'auteur propose dans des pages denses et passionnantes, de restaurer une

capacité d'action politique et sociale. L'objectif est ici de se donner les moyens de penser un système d'organisation sociale non fondé sur cette impasse actuelle qui, dans le même temps, appelle à l'initiative et à la responsabilité individuelle des travailleurs tout en les traitant comme des choses à disposition des forces du marché, auxquelles il conviendrait simplement de réagir et de s'adapter. C'est notamment en repensant la responsabilité et la solidarité que, pour l'auteur, pourrait se réaliser un tel programme.

A cet égard, on ne peut ici passer sous silence l'appel à l'invention de nouveaux mécanismes de solidarité par lequel se clôt le livre. En remarquant que Bismarck avait eu l'intelligence de « faire des assurances sociales naissante le ciment de l'unification allemande », l'auteur estime en effet qu'il est encore temps de mettre un terme à la concurrence sociale et fiscale des pays membres de l'Union européenne. Et de s'interroger : « pourquoi l'Europe ne serait-elle pas capable au début du XXI^e siècle de se doter des nouveaux instruments de solidarité, propres à soutenir la capacité de ses travailleurs ? Pourquoi ne donnerait-elle pas l'exemple du rétablissement de la hiérarchie des moyens et des fins fixés par la Déclaration de Philadelphie ? ». On conviendra qu'il y a des projets moins exaltants...

Bien évidemment, la vision très noire de l'auteur pourra être ici ou là contestée ou, en tout cas, atténuée. La description critique contient notamment, même si c'est en filigrane, presque en creux, une contestation assez générale du mouvement actuel de reconnaissance de droits subjectifs qualifiés de fondamentaux (les « droits à... ») qui pourrait être longuement discutée. En se concentrant sur la construction européenne, on pourrait aussi regretter la lecture parfois un peu partielle de la jurisprudence de la Cour européenne de justice, qui est peut-être un peu plus nuancée que ce que laisse penser la présentation très critique de l'auteur. Il est d'ailleurs assez étonnant que l'auteur – hormis dans de très belles pages sur la solidarité – n'accorde qu'une importance assez marginale à l'intégration dans le droit de l'Union européenne d'une charte des droits fondamentaux dont le premier titre est consacré à la dignité et qui, plus largement, laisse une large place aux droits sociaux fondamentaux.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

En fait, comme le montre d'ailleurs l'auteur, les traités fondateurs de l'Union européenne ne sont pas si éloignés des principes qui animaient la déclaration de Philadelphie. Que ceux-ci fassent aujourd'hui l'objet d'une interprétation étroite et contestable n'est pas douteux, il n'en reste pas moins (et là encore, l'auteur en convient) que de très forts arguments peuvent laisser penser qu'une telle lecture correspond fondamentalement au projet qui anime la construction européenne. Dès lors, on se convainc facilement – et la lecture de ce brillant essai y aide beaucoup – que ce ne sont pas les textes qui manquent, mais bien la volonté politique. C'est bien là que l'appel de l'auteur à renouer avec « l'esprit de Philadelphie » prend tout son sens et mérite d'être longuement médité par qui veut sortir de l'impasse dans laquelle semble s'enfermer aujourd'hui le système mondial en général et la construction de l'Europe en particulier.

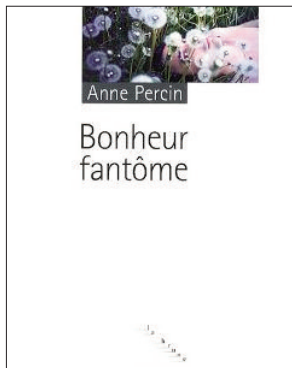
CHRONIQUES

LITTERATURE

11. BONHEUR FANTÔME

Anne PercinEditions Rouergue,
août 2009, 219 pages, 16,50 €

PAR CLARA BAMBERGER



Dans les méandres
du cœur de Pierre

Une maison don-
nant sur une départe-
mentale entre Le
Mans et La Flèche, au
cœur de la campagne
sarthoise, c'est-à-dire
denulle part : le
décor – certes mini-
maliste – est planté.

C'est ici qu'habite Pierre, ancien citadin presque trentenaire venu se mettre au vert. Conscient d'évoluer en « *bordure du néant* », l'homme n'est pas malheureux pour autant et mène une existence bohème. Il cultive ses jardins, nourrit les chiens que « *la Providence dépose devant sa porte* » et, comme il faut bien vivre, ramasse des vieilleries pour les revendre. En d'autres termes, Pierre est brocanteur, charmant métier qui, croit-il bon de préciser, n'a rien à voir avec « *faire les poubelles* ». Mais Pierre n'est pas que cela. Dans ses heures perdues, il écrit la biographie d'une artiste peintre oubliée à tort selon lui : Rosa Bonheur, qui portait un nom pourtant mémorable et peignait de bien belles vaches.

On l'aura compris, Pierre est « *un marginal, mais pas méchant* », comme le décrit drôlement sa mère. La famille, justement, parlons-en. Une famille qui vit hantée par un *fantôme*, celui d'Eric, frère jumeau de Pierre, décédé à l'âge de dix ans des suites d'un accident de voiture. Une famille émouvante par ses silences et sa pudeur.

L'auteure retranscrit très subtilement l'obsession de l'être perdu, quand la vie n'est plus qu'un mauvais moment à passer et que la douleur est si grande qu'elle en devient indicible. De cette incommunicabilité des sentiments naît paradoxalement une certaine harmonie entre Pierre et ses géniteurs : chacun s'efforce de retenir ses pleurs, de taire ses regrets, de contenir son affection, dans l'espoir vain que la blessure cicatrise et que disparaisse le souvenir d'une enfance fauchée.

Mais c'est parfois lorsqu'on n'attend plus rien de la vie que l'on se donne le plus à elle. Aussi Pierre se lance-t-il dans ce pari pascalien un peu fou : pourquoi ne pas oser le bonheur, quand on a déjà tout perdu ? R. est arrivé dans son existence « *comme l'archange dont il a le prénom, à grands coups d'ailes qui bousculent tout sur leur passage* ». Pierre a alors dix-huit ans, étudie la philosophie et a la beauté saisissante. R. est trentenaire et photographe de presse indépendant, au sens propre comme figuré. L'homme est en effet insaisissable et son charisme exerce sur l'adolescent une fascination débordante. Commence alors entre les deux hommes une relation passionnelle, faite de va-et-vient, de complicité jalouse et d'autres incontournables de l'état amoureux.

C'est ici moins dans les scènes assez classiques de la vie de couple que dans l'intensité de la vie intérieure de Pierre que réside l'attrait du roman. On reste frappé par le contraste entre l'existence paisible – pour ne pas dire ennuyeuse – du brocanteur et la valse des émotions brûlantes qui l'habitent, mais qu'il ne dévoile pas. L'amour fou, avec ce qu'il enfante comme attentes, plaisirs et désillusions, se retrouve décrit finement, dans une langue sobre et élégante. Et toujours, entre les lignes, ce *fantôme* qu'incarne la crainte de la perte de l'autre, ce tout qui, s'il venait à disparaître, causerait la perte de soi.

Avec *Bonheur fantôme*, Anne Percin signe le joli portrait d'une vie touchante parce que minuscule comme toutes les vies ; une vie sans façon, furtive certes, mais qui, par le parfum pur et généreux qu'elle dégage, porte en elle comme un petit quelque chose de grand.

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

ARTS

12. CRIME ET CHATIMENT

Musée d'Orsay, jusqu'au 27 juin 2010
Commissaire de l'exposition Jean Clair
Catalogue de l'exposition paru chez Gallimard,
mars 2010, 415 pages, 49 €

A lire :

- Hors-série *Télérama*, « Crime et châtement au musée d'Orsay, Art et faits divers », 7,90 €
- Hors série *Le Figaro / Beaux arts*, « Crime et châtement, les artistes fascinés par les criminels », 7,90 €

PAR VIRGINIE HIS

Qu'on lui coupe la tête ! Voilà une réplique d'*Alice aux pays des merveilles* qui hantera encore longtemps bien des cauchemars d'enfants. Mais aujourd'hui, heureux parents, nous pouvons expliquer à nos chers bambins que l'on ne coupe pas la tête des gens, c'est bien trop horrible... Pourtant, il n'y a pas si longtemps, la *décolleuse* était encore à l'œuvre. Et quand on se retrouve face à elle, dans le premier espace de l'exposition « Crime et châtement » au musée d'Orsay, on éprouve comme un léger picotement dans la nuque. Une rencontre macabre s'il en est. Allez savoir pourquoi, on s' imagine immédiatement à la place du condamné. Bien moins à celle du bourreau... Jean Clair et Robert Badinter nous convient à un voyage passionnant dans les méandres les plus sombres de l'âme humaine et titillent le Caïn qui sommeille en nous.

Si l'homme est comme le rat le seul animal à tuer ses congénères, la société s'interroge sur la meilleure manière de déceler celui qui dans la nichée s'attaquera à son frère... Mais Lacassagne a eu beau disséquer dans tous les sens le corps et la vie des criminels pour en dresser une typologie, Bertillon les photographier et les mesurer

sous toutes les coutures, il n'y a pas de portrait-robot du criminel. L'homme a en lui les germes du crime. Caïn, premier homme charnel, est aussi le premier assassin, un assassin qui échappe à la mort mais pas à sa conscience. L'instinct de mort est libéré par le crime de l'autre. Face à celui qui a tué, la foule scande « *A mort ! A mort !* ».



Plus de 50 000 têtes sont tombées entre 1792 et 1981 dans notre pays. La guillotine a pourtant été considérée à la Révolution comme un progrès social, un facteur d'égalité entre citoyens quels que soient leurs rangs. Fini l'écartèlement sur la place publique ou le bain d'huile bouillante ! La réforme de la Procédure pénale en 1791 à l'initiative de Le Peletier de Saint-Fargeau rend les audiences publiques et dévoile ainsi au grand jour les crimes et leurs auteurs, exacerbant l'intérêt du public et de la presse. On se bousculait alors au Châtelet pour y admirer le spectacle... de la justice. L'exécution des condamnés resta publique jusqu'en 1939.

Au cours des deux siècles de guillotine active en France, les tentatives d'abolition ont parfois été proches d'aboutir. Ainsi Le Peletier de Saint-Fargeau, bien qu'il condamnât Louis XVI à avoir la tête tranchée, était abolitionniste. Evidemment, Victor Hugo dont on découvre ici des dessins d'une grande force a été un fervent militant de l'abolition notamment dans *Journal d'un condamné*. Puis en 1908, alors que le gouvernement de Clemenceau est favorable à l'abolition, le débat à l'Assemblée nationale emmené entre autres par Jean Jaurès se solde par un échec. Il faudra donc attendre 1981 pour que Robert Badinter puisse s'adresser en ces termes à ses collègues députés : « *Grâce à vous, la justice française ne sera plus une justice qui tue* ».

Mais ne vous méprenez pas, le thème de la peine de mort n'est qu'une facette de cette exposition dont le spectre est bien plus large. Il s'agit véritablement de décortiquer la façon dont les artistes et à travers eux la société s'emparent des criminels, les condamnent, les

Esprit Critique

se faire son opinion

ECHAPPEES

observent et les glorifient aussi. Goya, Odilon Redon, Félix Vallotton, Georges Rouault... concentrent sur la toile tout ce qui fait l'horreur du crime, la perversité de l'être humain, son sadisme.

Walter Richard Sickert, peintre des bas fonds de Camden à Londres, intitule deux de ses toiles d'un énigmatique « Comment fait-on pour le loyer ? ». Certains, comme la célèbre romancière Patricia Cornwell, pensent que cet artiste le jour était, la nuit, Jack l'éventreur en personne ! Art et violence sont souvent liés et les surréalistes comme André Breton poussent ce rapprochement assez loin, voire un peu trop... « *L'acte surréaliste le plus simple consiste à descendre dans la rue, revolver au poing, et à tirer tant qu'on peut au hasard dans la foule* ».

Malgré le sordide de certains faits divers décrits dans les canards de l'époque, accompagnés de leur sanglante imagerie d'Epinal, notre œil tout en répugnant ces horreurs les observe avec avidité. Que déduire de l'agglutinement des visiteurs autour de la vitrine présentant les photos en noir et blanc de scènes de meurtres ? Le crime fascine toujours et encore, le succès immense de certaines séries télévisées en témoigne.

Les femmes, plus lorsqu'elles sont coupables que victimes, fascinent les artistes qui s'interrogent sur le geste contre nature de celles qui donnent la vie. Ces portraits de femmes fatales, tentatrices, manipulatrices, ont une place importante dans l'exposition, de Charlotte Corday à Violette Nozière en passant par Lady McBeth.

Nombre d'artistes dont les œuvres sont présentées ont eu maille à partir avec la justice : Egon Schiele, Gustave Courbet, Honoré Daumier... Ils ont été emprisonnés et leurs œuvres sont des témoignages saisissants de leur incarcération. La prison est abordée notamment sous l'angle architectural avec la présentation du panoptique de Bentham qui permettait à un seul homme de surveiller l'en-

semble des détenus. Et puis il y a cette porte d'une cellule sur laquelle sont gravés des mots bouleversants de simplicité, *Pas de chance* ou *Adieu Frisette*.

Si la chaise électrique peinte par Andy Warhol comme la guillotine appartiennent désormais au passé, l'Oncle Sam, entre autres, n'a pas désarmé mais opté pour une solution plus « douce » : l'injection létale. Il y a encore quelques semaines, les mouvements abolitionnistes américains étaient mobilisés sur le cas d'un père de famille, condamné à mort pour avoir tué femme et enfants. Si 138 Etats dans le monde ont aboli la peine de mort, 199 la pratiquent encore. Les mots de Victor Hugo aux habitants de Guernesey en 1854 résonnent encore en 2010 : « *Ô machines monstrueuses de la mort, hideuses charpentes du néant, apparitions du passé, [...] Vous êtes les choses de la nuit, rentrez dans la nuit. Est-ce que les ténèbres offrent leurs services à la lumière ? Allez-vous-en* ».